

# La Tunisie peine à faire revenir les investisseurs

La conférence internationale sur l'investissement tenue à Tunis a réveillé un intérêt prudent pour le pays

TUNIS - correspondant

L'espoir renaît », s'était enthousiasmé, mardi 29 novembre, le quotidien gouvernemental *La Presse* dès l'ouverture de la conférence internationale sur l'investissement qui s'est achevée mercredi à Tunis. Durant ces deux journées, la communauté internationale (4 500 participants étrangers) s'est penchée sur la Tunisie, non pour louer son fameux « modèle » de transition démocratique ou lui apporter son concours sécuritaire face au péril djihadiste – soit les deux figures de style jusque-là imposées –, mais pour parler économie et finances. Car là est le talon d'Achille de cette Tunisie politiquement « exemplaire » mais économiquement malade et en proie à des tensions sociales récurrentes.

Opération réussie ? A en croire le premier ministre, Youssef Chahed, dressant mercredi le bilan de la conférence, la Tunisie a levé 7,8 milliards d'euros sous forme d'accords « fermes » (dons, crédits et contrats d'investissement), tandis qu'elle s'est vu « promettre » d'autres engagements à hauteur de 6,15 milliards d'euros. Avant la conférence, le gouvernement avait mis sur la table 142 projets en quête d'investisseurs représentant autour de 40 milliards d'euros. On est donc encore loin du compte.

## Enjeu politique

Mais cette conférence – baptisée *Tunisia 2020* – n'est qu'un premier pas. Son enjeu immédiat était avant tout politique, l'objectif étant de réveiller l'intérêt étranger pour une économie tunisienne qui a cruellement perdu de son lustre depuis la révolution de 2011. Le taux de croissance au troisième trimestre a stagné à 0,2 %, soit un

glissement annuel de 1,3 % bien en deçà de l'objectif de 1,8 % officiellement fixé pour l'année 2016.

Autre récente mauvaise nouvelle, l'agence Moody's a dégradé, le 22 novembre, la dette souveraine tunisienne, assortissant sa note Ba3 d'une perspective « négative » contre « stable » auparavant. Motif : la « dégradation du profil budgétaire » de la Tunisie, avec un déficit des comptes publics révisé à 5,7 % du PIB pour 2016, et une « augmentation de ses vulnérabilités extérieures » illustrée par une

dette extérieure ayant atteint 72,7 % du PIB.

Contre le pessimisme des chiffres, cette rencontre *Tunisia 2020* se faisait fort de réhabiliter l'image de la Tunisie comme destination attractive pour des investissements étrangers privés. Et, de fait, les atouts du pays ont été loués avec emphase par les différents intervenants. « Nous sommes le site le plus compétitif de la rive sud du bassin méditerranéen », s'est exclamé Fadhel Abdelkefi, ministre tunisien de l'investissement et de

la coopération internationale, qui a toutefois avoué au passage devoir « lutter contre l'humeur assez massacrante des Tunisiens ».

La « position géographique » du pays – « proximité » de l'Europe et « passerelle » vers l'Afrique – a été l'un des arguments de vente les plus servis de la conférence. Tout comme la richesse de ses ressources humaines, un « vivier de main-d'œuvre très formée », selon Isabelle Bébéar, directrice de l'international et de l'université de Bpifrance. Et son « esprit d'entre-

preneuriat » vanté par Mouayed Makhlouf, le directeur régional Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Société financière internationale (SFI), le bras de la Banque mondiale spécialisé dans les prêts au secteur privé. Venue présenter la *success story* de l'entreprise tunisienne One Tech Group dont elle est la secrétaire générale, Larnia Fourati a fait état d'un bond de

près de 66 % du chiffre d'affaires de la société depuis 2011, preuve que tout ne va pas si mal dans la Tunisie post-révolution. « Nous

avons misé sur le capital humain », a insisté M<sup>me</sup> Fourati.

Il reste que les hypothèques sont lourdes. Nombre de participants se sont inquiétés de la corruption et de l'économie informelle qui brident bien des élans. Les blocages de la bureaucratie tunisienne – « l'administration française à la puissance dix », s'est plaint Eric Hayat, président du conseil des chefs d'entreprise France-Tunisie au Medef – ont cristallisé la plus grande partie des griefs. Les officiels tunisiens n'ont pas cherché à nier. Fadhel Abdelkefi a admis « la complexité invraisemblable des textes », tandis que son collègue du gouvernement, Zied Ladhari, ministre de l'industrie et du commerce, a reconnu l'« énorme handicap des lourdeurs bureaucratiques ». « Mais on y travaille », s'est-il défendu.

Au chapitre des plaintes, la fragmentation du bloc économique maghrébin a aussi été soulignée. « Le non-Maghreb uni nous fait perdre deux points de croissance », a grincé Hichem Elloumi, président de Coficab, société tunisienne produisant des câbles électriques. « L'Algérie et la Tunisie se regardent en chien de faïence de part et d'autre d'une frontière fermée », a dénoncé pour sa part Slim Othmani, PDG de la société de jus de fruit Roubia. *Tunisia 2020*, ce mélange d'espérances et de regrets. ■

FREDERIC BOBIN

**Les blocages de la bureaucratie tunisienne ont cristallisé la plus grande partie des griefs**